

TCHÉTCHÉNIE.

Amnesty International lance un appel à l'OSCE

Index AI : EUR 46/39/99

« Il y a eu beaucoup de morts, notamment des enfants. C'étaient en majorité des femmes, des enfants et des personnes âgées, puisque ce sont surtout ces catégories qui restent dans les villes. Ceux qui souffrent, ce ne sont jamais les combattants, mais toujours de paisibles civils. Il y a eu tant de morts, tant de gens comme moi ; je ne suis qu'une goutte d'eau dans l'océan, mais même avec une jambe et une main en moins, j'ai survécu. Pour beaucoup, cela n'a pas été le cas. »

Témoignage de Leïla Migieva sur le bombardement du marché de Grozny le 21 octobre 1999.

À la veille de la rencontre au sommet, en Turquie, de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE), Amnesty International appelle les États participants à se pencher sérieusement sur la dégradation de la situation que l'on constate sur le plan humanitaire et des droits humains en Tchétchénie. L'OSCE devrait user de son influence pour exhorter les autorités russes à se conformer aux obligations qui sont les leurs en ce qui concerne les droits humains et les interventions humanitaires, à savoir notamment protéger les personnes qui fuient le conflit, leur accorder un droit de passage en toute sécurité et leur permettre d'accéder sans entrave aux secours humanitaires.

Un représentant d'Amnesty International, de retour de la région située à la frontière entre la Tchétchénie et l'Ingouchie, a apporté des témoignages de personnes qui ont fui le conflit (voir ci-après). Ces récits laissent clairement entendre que certaines des opérations militaires russes visaient

directement les civils, et que des milliers de personnes qui essayaient de fuir la Tchétchénie ont été empêchées de franchir les frontières internes et internationales.

Chaque jour il est fait état d'attaques directes contre des civils et des objectifs civils ainsi que d'autres agressions menées sans discrimination contre des zones d'habitation dans des villes et des villages tchétchènes. Des civils qui ont franchi la frontière au cours de la semaine passée ont fait savoir que les pilonnages et les attaques aériennes se poursuivaient dans de nombreuses régions, y compris à Bamut, Grozny, Urus-Martan et Achkhoy-Martan.

Bien que la frontière entre l'Ingouchie et la Tchétchénie ait été officiellement ouverte le 1^{er} novembre, l'accès à l'Ingouchie reste soumis à l'arbitraire. Les autorités russes ne veulent laisser pénétrer en Tchétchénie ni les représentants des médias internationaux ni les observateurs indépendants, arguant de l'insécurité qui y règne.

Les véhicules qui transportent des personnes venant de Tchétchénie ne sont généralement pas autorisés à franchir la frontière, à moins que leurs passagers ne soient grièvement blessés ; d'autres personnes sont forcées d'abandonner leurs voitures et de parcourir plusieurs kilomètres à pied pour passer en Ingouchie. Nombreuses sont celles qui ont déclaré à Amnesty International avoir été forcées de verser de l'argent aux postes-frontières avant d'être autorisées à quitter la Tchétchénie.

On compte actuellement, en Ingouchie, 190 000 personnes déplacées, dont un grand nombre se trouvent dans des camps où le

La version originale a été publiée
par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton
Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-
Uni. Seule la version anglaise fait
foi.

La version française a été traduite
et diffusée par les Éditions
Francophones d'Amnesty International
- ÉFAI -

manque d'eau, d'abri, de vivres et de chauffage affaiblit leur état de santé et provoque des maladies.

Amnesty International demande instamment à l'OSCE d'appuyer la demande d'ouverture d'une enquête internationale sur les violations des droits de la personne humaine et du droit humanitaire, afin que la vérité soit établie et les responsables identifiés.

« Le monde ne peut pas rester inactif alors que la Russie poursuit ses attaques directes contre les civils », a déclaré Amnesty International. « L'OSCE devrait faire usage de son pouvoir collectif pour exhorter la Russie à mettre un terme à ces attaques. »

Si vous voulez obtenir davantage d'informations, veuillez contacter la chercheuse d'Amnesty International pour la Russie, Mariana Katzarova, qui se trouve en Finlande, au +358 50 36 76 311 (portable), ou le service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 171 413 55 66.

On trouvera ci-après des témoignages recueillis par Amnesty International lors de sa récente mission à la frontière de l'Ingouchie.

La version originale a été publiée
par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton
Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-
Uni. Seule la version anglaise fait
foi.

La version française a été traduite
et diffusée par les Éditions
Francophones d'Amnesty International
- ÉFAI -

Témoignages recueillis à la frontière entre la Tchétchénie et l'Ingouchie.

Les témoignages qui suivent ont été recueillis la semaine dernière à la frontière entre l'Ingouchie et la Tchétchénie par un représentant d'Amnesty International.

Les civils sont pris pour cibles

Le 14 novembre, la famille d'Yakha Arsamikova, qui compte 14 enfants, a franchi la frontière pour échapper au pilonnage ininterrompu de leur village, Alkhan-Iourt, dans le district d'Urus-Martan. Ses souvenirs de la journée du 12 novembre sont les suivants :

« Il nous était impossible de quitter le sous-sol. Des avions bombardaient le village de nuit. Il y avait aussi des roquettes. Nous voyions tomber les bombes et les roquettes. Les victimes étaient des personnes âgées et des femmes, et non des combattants. Nos voisins, la famille Oumarkhadjiev - Zara, Dokou et Raïssa, de paisibles civils -, ont été tués lorsqu'une bombe a frappé leur maison, rue Lénine. Un autre de nos voisins, Sultan Abdoulhadjiev, a lui aussi trouvé la mort lors de cette attaque. »

Letcha Mogamedovitch Visaïtov a raconté à Amnesty International que le 3 novembre quatre obus sont tombés sur le centre du village d'Achkhoy-Martan et qu'il a été blessé à la jambe, au pied et au bras droit alors qu'il assistait aux obsèques de son cousin.

Tousari Esmourzaïeva, de Grozny, a raconté qu'en revenant vers la capitale tchétchène, le 29 octobre, elle a vu brûler vifs les passagers d'un autobus sur la route conduisant à la frontière, aux abords du village de Chaami-Iourt. Elle a vu enterrer les corps de huit d'entre eux.

Amnesty International a pu s'entretenir avec plusieurs témoins ; ceux-ci ont confirmé que les pilonnages d'artillerie du 27 octobre à Grozny – destinés, selon les troupes fédérales

russe, à détruire les habitations de Chamil Bassaev, Alla Doudaïeva et Movladi Oudougov – ont touché les bâtiments résidentiels des environs, l'hôpital n° 4 et un arrêt d'autobus, faisant un certain nombre de victimes civiles. En tout, ces attaques auraient fait plus d'une centaine de morts.

Le 29 octobre, une attaque aérienne russe contre le village de Chaami-Iourt, dans le district d'Achkhoy-Martan, a touché un convoi humanitaire dont, semble-t-il, certains véhicules étaient clairement marqués de l'emblème de la Croix-Rouge. Au moins 25 personnes, dont deux employés de la Croix-Rouge, ont été tuées, et l'on a compté jusqu'à 70 blessés.

Le même jour, Ramzan Mejidov, un caméraman indépendant de trente-deux ans qui travaillait pour la chaîne de télévision TV Tsentr, a lui aussi été tué lorsque le convoi de voitures dans lequel il se trouvait a essuyé le feu d'un avion russe.

Deux hommes ont été blessés lorsqu'une bombe à fragmentation a explosé le 23 octobre dans le village de Novy Charoy, dans le district d'Achkhoy-Martan. Une quinzaine d'enfants âgés de dix à treize ans ont été blessés et sept personnes ont été tuées sur le coup. Ali Gounachev, un homme âgé de trente-deux ans, a été amputé des deux jambes tandis qu'un autre, connu sous le seul nom de « Mohammed », a subi une fracture du crâne et des lésions cérébrales, et a lui aussi été amputé des deux jambes.

Amnesty International a également entendu parler d'une autre attaque qui a eu lieu dans la nuit du 18 octobre au village de Gekhi, dans le district d'Urus-Martan, où une roquette sol-sol a détruit dix maisons. Parmi les blessés se trouvait une petite fille dénommée Aset Charipova, âgée de huit ans, qui a perdu une partie du pied.

La version originale a été publiée
par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton
Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-
Uni. Seule la version anglaise fait
foi.

La version française a été traduite
et diffusée par les Éditions
Francophones d'Amnesty International
- ÉFAI -

La mère d'Aset Charipova a été témoin de la mort de huit personnes, blessées lors d'une attaque ultérieure aux abords de l'hôpital d'Urus-Martan. Elles avaient été transportées à l'hôpital où sa fille subissait une opération.

Un jeune homme de vingt ans du district de Naourskaïa, appelé « Ibragim » pour préserver son anonymat, a raconté à Amnesty International que le 9 octobre il a été interpellé par un groupe de 15 à 20 soldats russes dans le champ où il gardait ses bêtes aux abords de son village. Ils l'ont bâillonné et lui ont attaché pieds et mains ensemble avec sa propre ceinture. Il a affirmé que l'un des soldats l'a coupé à la gorge avec un couteau, puis qu'ils ont quitté les lieux. Lorsque Amnesty International a pu s'entretenir avec lui à l'hôpital, il a demandé l'anonymat, par crainte de représailles. « Ibragim » a ajouté que deux jeunes hommes d'un village voisin avaient été retenus par des soldats russes et n'avaient été relâchés qu'en échange de nourriture.

Les camps de « tri »

L'Organisation a appris de nombreuses sources l'existence de centres de détention appelés camps de « tri ». Elle avait recueilli un grand nombre de cas de torture et de mauvais traitements dans ces camps lors du conflit de 1994-1996.

Selon diverses sources les troupes russes « *trient* » hommes et femmes au poste de contrôle frontalier Kavkaz-1. Seize hommes se trouvaient début novembre dans une zone de détention. Sept femmes accusées d'être parentes de combattants, dont une était enceinte, étaient également détenues.

Un témoin a déclaré avoir vu, le 10 novembre, plusieurs hommes présentant des ecchymoses et des traces de coups bien visibles au visage dans une maison contrôlée par des officiers des Services fédéraux de la sécurité.

Un autre témoin a rapporté qu'alors qu'il se trouvait à la base militaire de Mozdok, il a vu arriver un groupe de 22 ou 23 jeunes hommes, menottes aux poignets.

La version originale a été publiée
par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton
Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-
Uni. Seule la version anglaise fait
foi.

La version française a été traduite
et diffusée par les Éditions
Francophones d'Amnesty International
- ÉFAI -

Il a également été indiqué à Amnesty International qu'au poste-frontière Kavkaz-1, des hommes avec des ampoules aux mains ont été retenus car ils étaient soupçonnés d'avoir aidé à creuser des tranchées pour les combattants tchéchènes ; en outre, à l'occasion du conflit en cours, une liste de ceux qui ont combattu du côté tchéchène lors du conflit précédent est utilisée afin d'appréhender certaines personnes de sexe masculin.

La version originale a été publiée
par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton
Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-
Uni. Seule la version anglaise fait
foi.
La version française a été traduite
et diffusée par les Éditions
Francophones d'Amnesty International
- ÉFAI -